# Document d'Information Synthétique

## Offre ouverte au public d'un montant inférieur à 8 millions d'euros

# Présentation de l'émetteur en date de novembre 2023

*SCIC S.A. à capital variable EKINDAR, capital social de 75 000 €*

Siège social : 160 Chemin de Potxotegia 64240 HASPARREN

*SIRET en cours*

==========

Avec le partenariat de la Communauté d'Agglomération du Pays Basque, du Conseil Départemental des Pyrénées Atlantiques, des communes de Hasparren, La Bastide-Clairence, Ayherre et Isturitz.

==========

« Les investisseurs sont informés que la présente offre de parts sociales ne donne pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers et ne répond pas aux exigences d'une offre de financement participatif au sens du règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

--

La souscription ou l'acquisition de parts sociales de sociétés coopératives constituées sous forme de SA comporte des risques de perte partielle ou totale de l'investissement.

Les parts sociales offertes au public ne sont pas des titres financiers ; les spécificités qui en découlent, ainsi que les spécificités qui résultent du statut de coopérative de la société, sont décrites précisément au sein du document.

PROVISOIRE

# I. Risques liés à l'investissement dans des parts sociales

- L'attention des investisseurs est notamment attirée sur le fait que :

  - une société coopérative, régie par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, est « constituée par plusieurs personnes volontairement réunies en vue de satisfaire à leurs besoins économiques ou sociaux par leur effort commun et la mise en place des moyens nécessaires » ; la vocation principale d'une société coopérative n'est pas de réaliser des bénéfices en vue de les partager sous forme de dividendes aux associés en fonction de leur investissement ;
  - le rendement des parts sociales, nécessairement souscrites à leur valeur nominale, est limité et encadré par la loi (taux d'intérêt < taux moyen des obligations sur les 3 dernières années) ;
  - les parts sociales ne sont pas librement cessibles notamment en raison de clauses d'agrément ;
  - il n'existe pas d'assurance pour le souscripteur, en cas de demande d'exercice de son droit de retrait tel que précisé par les statuts, que la société puisse racheter les parts sociales à leur valeur nominale ;
  - le droit de vote des porteurs de parts sociales n'est pas proportionnel à leur détention en capital ;
  - la perspective éventuelle de plus-value est limitée aux seuls cas de réévaluation de la valeur nominale des parts ;
  - en cas de liquidation, l'éventuel boni en résultant n'est pas distribué aux porteurs de parts sociales ;
  - en cas d'éligibilité des souscriptions à des dispositifs de réduction d'impôt, l'avantage fiscal procuré requiert le respect de certaines obligations dont celle de conservation des parts sociales pendant une durée significative. En outre, l'avantage fiscal peut être remis en cause par l'administration si l'émetteur ne respecte plus les conditions nécessaires à l'obtention de l'avantage ;

# II. Description de l'activité, du projet et du profil de l'émetteur

La SCIC SA EKINDAR, émetteur, a pour objet de :

- contribuer par tout moyen, respectant l'environnement, au développement décentralisé des énergies renouvelables (soleil, vent, biomasse, hydraulique…) via **l'installation et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable et la vente de l'énergie produite** ;
- réaliser des diagnostics énergétiques et des études de faisabilité en approvisionnement en énergie renouvelable pour le compte de particuliers, entreprises ou collectivités ;
- conduire toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social ainsi défini.

PROVISOIRE

La SCIC SA EKINDAR peut réaliser des investissements sur les territoires du Pays Basque et des Pyrénées Atlantiques.
Les parts sociales sont nominatives, non négociables et indivisibles à l'égard de la société. Chaque part sociale donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social. Les sociétaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. La possession d'une part sociale comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions des assemblées générales régulièrement adoptées. Tout sociétaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir la communication de documents sociaux. Pour la prise des décisions collectives, chaque sociétaire dispose d'une voix quel que soit le nombre de parts sociales détenues.

En matière de gouvernance, le Conseil d'administration est composé de trois à dix-huit membres élus parmi les sociétaires. Les premiers membres du Conseil d'administration sont désignés dans les statuts. Le mandat des membres du Conseil d'administration est de 3 ans renouvelable. Le/la président(e) est membre de droit du Conseil d'administration dont la présidence est assurée par le/la président(e). Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs légaux attribués à la collectivité des sociétaires, il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent. Il arrête les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'assemblée générale annuelle des sociétaires ainsi que la proposition d'affectation des résultats. Il convoque l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes sociaux, en fixe l'ordre du jour et arrête les projets de résolutions à présenter à l'assemblée générale. Par suite de l'assemblée générale annuelle, il arrête les modalités de paiement des dividendes. Le Conseil d'administration met en œuvre la procédure d'agrément. Il décide, en outre, le principe et les modalités des avances en compte courant d'associé(e)s.

Dans les rapports avec les tiers, la société n'est engagée que par le/la président(e) qui devra toutefois rendre compte de sa gestion au Conseil d'administration. Les réunions du Conseil d'administration sont ouvertes à tous les sociétaires qui désirent participer aux échanges sans avoir de droits de vote. Le Conseil d'administration ne délibère valablement qui si plus des deux tiers de ses membres sont présents. Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du/de la président(e) est prépondérante en cas de partage des voix

Les fonds levés seront utilisés pour financer l'installation et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelables, la première période de développement de la société (2024-2026) sera consacrée à l'installation et l'exploitation de 10 à 15 centrales solaires photovoltaïques.

Le capital qui sera collecté constituera les fonds propres nécessaires aux projets en sus du capital d'origine de 65 000€ et du Compte Courant d'Associé de 10 000€. Le financement sera complété par plusieurs emprunts successifs pour un montant total de 620 000€ et plusieurs subventions de 125 000€ en cours de validation auprès de la région Nouvelle Aquitaine. Chaque projet pourra donner lieu à un emprunt bancaire spécifique.

Si, à l'occasion du lancement de chacun de ses 10 à 15 projets, l'objectif de collecte visé n'est pas atteint, EKINDAR pourra étudier une installation moins ambitieuse avec un montant d'investissement recalculé à partir du résultat de la levée de fonds. L'électricité produite sera vendue par EKINDAR soit via un tarif d'achat

régulé par l'Etat pour une durée de 20 ans soit via un tarif qui sera décidé en assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

L'objectif est de lever un montant minimum de 25 000€ en parts sociales et de 50 000€ en comptes courants d'associés, entre le 01/12/2023 et le 31/12/2026, afin de réaliser le financement en fonds propres du projet susmentionné. La SCIC SA EKINDAR n'a jamais réalisé de levée de fonds ; sa création est prévue pour fin décembre 2023.

# III. Description du budget prévisionnel

*Récapitulatif des financements et garanties sollicités* ***au démarrage.***

*Financements*

| | | |
|---|---|---|
| Capital Associés | 75.000€ | Capital initial |
| Compte courant d'associés | 30.000€ | Initial - Bloqué |
| Compte courant d'associés | +20.000€/an | Pendant 3 ans - Bloqué |
| Prêt bancaire | 620.000€ | Durée 20 ans – Différé 1 an |
| Crédit relais TVA | 163.170€ | Durée 1 an |

*Demandes de subventions*

| | | |
|---|---|---|
| Région Nouvelle Aquitaine<br>Prime à la participation citoyenne | 50.000€ | Subvention d'investissement |
| Région Nouvelle Aquitaine<br>Aide à la création de SCIC | 75.000€ | Subvention d'investissement |
| Région Nouvelle Aquitaine<br>AMPLI | 20.000€ | Subvention d'exploitation |

- Prévisionnel compte de résultat 2024-2028 ;

PROV

| Résultats | Année 0 | % Var | % CA | Année 1 | % Var | % CA | Année 2 | % Var | % CA | Année 3 | % Var | % CA | Année 4 | % Var | % CA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vente de marchandises | | | | | | | | | | | | | | | |
| Production vendue | | | | 80 800 | | 100,0% | 123 998 | 53% | 100,0% | 124 583 | 0% | 100,0% | 125 090 | 0% | 100,0% |
| **Chiffres d'Affaires HT** | | | | **80 800** | | **100,0%** | **123 998** | *53%* | **100,0%** | **124 583** | *0%* | **100,0%** | **125 090** | *0%* | **100,0%** |
| **Marge Brute de production** | | | | **80 800** | | 100,0% | **123 998** | *53%* | 100,0% | **124 583** | *0%* | 100,0% | **125 090** | *0%* | 100,0% |
| Autres achats et charges externes | 8 680 | | | 31 392 | *262%* | 38,9% | 34 192 | *9%* | 27,6% | 34 302 | *0%* | 27,5% | 40 852 | *19%* | 32,7% |
| Subvention d'exploitation | 12 000 | | | 8 000 | *-33%* | 9,9% | | *-100%* | | | | | | | |
| **Valeur Ajoutée** | **3 320** | | | **57 408** | *1629%* | **71,0%** | **89 806** | *56%* | **72,4%** | **90 281** | *1%* | **72,5%** | **84 238** | *-7%* | **67,3%** |
| Impôts et taxes | | | | 552 | | 0,7% | 564 | *2%* | 0,5% | 575 | *2%* | 0,5% | 586 | *2%* | 0,5% |
| Salaires | | | | 29 129 | | 36,1% | 28 207 | *-3%* | 22,7% | 28 771 | *2%* | 23,1% | 29 346 | *2%* | 23,5% |
| Charges sociales | | | | 12 234 | | 15,1% | 11 847 | *-3%* | 9,6% | 12 084 | *2%* | 9,7% | 12 325 | *2%* | 9,9% |
| Intérimaires | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Excédent Brut d'Exploitation** | **3 320** | | | **15 492** | *367%* | 19,2% | **49 189** | *218%* | 39,7% | **48 852** | *-1%* | 39,2% | **41 980** | *-14%* | 33,6% |
| Dotation aux amortissements | 10 164 | | | 45 985 | *352%* | 56,9% | 45 985 | | 37,1% | 45 985 | | 36,9% | 45 985 | | 36,8% |
| Amt. crédit bail (ou leasing) | | | | | | | | | | | | | | | |
| Provisions d'exploitation | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres produits - autres charges | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Résultat d'Exploitation** | **-6 844** | | | **-30 493** | *346%* | -37,7% | **3 204** | *-111%* | 2,6% | **2 867** | *-11%* | 2,3% | **-4 005** | *-240%* | -3,2% |
| Produits financiers | | | | | | | | | | | | | | | |
| Intérêts des emprunts | 14 012 | | | 24 424 | *74%* | 30,2% | 23 582 | *-3%* | 19,0% | 22 706 | *-4%* | 18,2% | 21 794 | *-4%* | 17,4% |
| Intérêts des emprunts passés | | | | | | | | | | | | | | | |
| Intérêts sur courts termes | | | | | | | | | | 65 | | 0,1% | 66 | *2%* | 0,1% |
| Intérêts sur RSP & Titres Part. | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ch. Fin. crédit bail (ou leasing) | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Résultat Courant** | **-20 856** | | | **-54 917** | *163%* | -68,0% | **-20 378** | *-63%* | -16,4% | **-19 904** | *-2%* | -16,0% | **-25 865** | *30%* | -20,7% |
| Produits exceptionnels | 2 875 | | | 12 500 | *335%* | 15,5% | 12 500 | | 10,1% | 12 500 | | 10,0% | 12 500 | | 10,0% |
| Charges exceptionnelles | | | | | | | | | | | | | | | |
| Intéressement | | | | | | | | | | | | | | | |
| Impôts sur les Sociétés (IS) | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Résultat Net** | **-17 981** | | | **-42 417** | *136%* | -52,5% | **-7 878** | *-81%* | -6,4% | **-7 404** | *-6%* | -5,9% | **-13 365** | *81%* | -10,7% |
| **Autofinancement** | **-10 692** | | | **-8 932** | *-16%* | -11,1% | **25 607** | *-387%* | 20,7% | **26 081** | *2%* | 20,9% | **20 120** | *-23%* | 16,1% |

*Plan de financement simplifié*

| Besoins | Montant HT | Ressources | Montant |
|---|---|---|---|
| Etude et frais de constitution | 2.500€ | Capital | 75.000€ |
| Onduleurs | 65.000€ | CC Associés | 30.000€ |
| Etudes + équipements + Travaux | 685.000€ | Subvention NA Scic | 75.000€ |
| Raccordement | 27.000€ | Subvention NA Energie | 50.000€ |
| Aléas (5%) | 38.850€ | Prêt | 620.000€ |
| TVA | 163.170€ | Crédit relais TVA | 163.170€ |
| Besoin de trésorerie | 31.650€ | | |
| **Total** | **1.013.170€** | **Total** | **1.013.170€** |

Le besoin en fonds de roulement est légèrement positif en année courante.

| Valeurs d'Exploitation | | Année 0 | | Année 1 | | Année 2 | | Année 3 | | Année 4 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Montant | jours | Montant | jours | Montant | jours | Montant | jours | Montant | jours |
| Stock matière, marchandises | *(J. achats HT)* | | | | | | | | | | |
| En cours et produits finis | *(J. de CA HT)* | | | | | | | | | | |
| Créances clients | *(J. de CA TTC)* | | | 8 080 | 30 | 12 400 | 30 | 12 458 | 30 | 12 509 | 30 |
| Autres créances | *(J. de CA HT)* | 108 | | | | | | | | | |
| **Total Besoins** | | **108** | | **8 080** | | **12 400** | | **12 458** | | **12 509** | |
| Crédit fournisseurs | *(J. d'achats TTC)* | 1 168 | 17 | 2 081 | 12 | 2 012 | 11 | 3 377 | 30 | 4 033 | 30 |
| Dettes fiscales et sociales | *(J. de CA HT)* | | | 6 351 | 28 | 7 133 | 21 | 7 129 | 21 | 7 141 | 21 |
| **Total Ressources** | | **1 168** | | **8 433** | | **9 145** | | **10 507** | | **11 174** | |
| **Besoin en Fonds de Roulement** | *(J. de CA TTC)* | **-1 059** | | **-353** | -1 | **3 255** | 8 | **1 952** | 5 | **1 335** | 3 |
| **Variation BFR** | | **-1 059** | | **707** | | **3 607** | | **-1 303** | | **-617** | |

| Année | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 |
|---|---|---|---|---|---|
| Capacité d'autofinancement | | -8.932€ | 25.607€ | 26.081€ | 20.120€ |
| Annuité d'emprunt | | 10.331€ | 21.503€ | 22.379€ | 23.291€ |

- Au curriculum vitae des représentants légaux de la société et organigramme des principaux membres de l'équipe de direction.

| Nom | Prénom | Commune de résidence | Rôle dans la société |
|---|---|---|---|
| | | | Président |
| | | | Référent technique |
| | | | Responsable Financier |
| | | | Référent communication |
| | | | |

-

Une copie des rapports des organes sociaux à l'attention des assemblées générales du dernier exercice et de l'exercice en cours peut être obtenue sur demande à l'adresse suivante : contat@ekindar.fr

# IV. Risques liés à l'activité de l'émetteur et à son projet

Les principaux risques liés à l'investissement en capital dans des installations de production d'énergie renouvelable sont :

**1. Risques liés à la production d'énergie renouvelable :**

- Risques de développement :
  - des études sont réalisées. Elles peuvent chacune conduire à abandonner un ou des projets d'installations, ce qui peut conduire à la perte des sommes engagées dans la réalisation de ces études ;
  - non obtention des autorisations : urbanisme, autorisation d'exploitation, recours ;
  - infaisabilité du raccordement au réseau de distribution électrique (Enedis) dans des conditions économiques viables ;
  - faisabilité technique des installations (étude productivité/vent/structure, signature d'un bail adapté à la durée du projet etc..) ;
  - aléas pendant les chantiers de construction (retard de livraison, défaillance d'un fournisseur ou prestataire)
- Risques de financement et assurances : la réalisation d'une installation est soumise à l'obtention d'un prêt bancaire dans des conditions de taux, de durée et de garanties favorable au projet et d'une police d'assurances adéquate.

- Risques d'exploitation :
  - risque de variation à la baisse du prix de vente de l'électricité dans le cadre de l'évolution des dispositifs de soutien public au secteur des énergies renouvelables, impactant la capacité des nouvelles installations à atteindre un équilibre économique, et donc à la société de trouver des opportunités d'investissement ;
  - risque de modification des contrats en cours de la vie de l'installation (bail, assurance, …).

**2. Risques liés à la situation financière de la société :**

- Risque lié à la variabilité du capital : chaque actionnaire peut se retirer de la société s'il le souhaite, entraînant une réduction du capital de la société. Plusieurs dispositions des statuts limitent ce risque :

PROVISOIRE

- Clause d'inalliabilité : « *Les parts sociales ne peuvent être cédées pendant les cinq premières années, à compter de l'adhésion de l'associé(e). Toutefois, au vu de circonstances particulières dûment motivées, l'interdiction d'aliéner pourra être levée par décision du Conseil d'administration*» (article 18-4 des statuts).
- Le remboursement n'est pas immédiat : le retrait est possible à compter de la 5ème année « *à la date de clôture de chaque exercice social* » (art.18-4), il faut l'adresser au moins 2 mois avant la clôture de l'exercice puisque *« le prix de remboursement est fixé chaque année par l'assemblée générale ordinaire annuelle et s'applique jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle suivante* » (article 18).

- Risque lié à la situation financière de la société. Actuellement, avant la réalisation de la levée de fonds de la présente offre, la société disposerait d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie pour les 2 prochaines années.

- Risque lié au caractère essentiellement bénévole des personnes impliquées dans la gestion et le fonctionnement de la société (risque de faible disponibilité des personnes notamment).

Avec le temps, de nouveaux risques pourront apparaître et ceux présentés pourront évoluer.

# V. Capital social

Le capital social de la société est intégralement libéré. A l'issue de l'offre, le capital social de la société sera composé d'une seule catégorie de parts sociales conférant des droits identiques.

Le capital social effectif peut augmenter sans respecter les règles ordinaires jusqu'au montant du capital maximum statutaire fixé à un million d'euros (1 000 000 €). De même, le capital social effectif peut diminuer par la reprise totale ou partielle des apports effectués par les associé(e)s dans la limite du capital minimum statutaire fixé à dix-huit mille cinq cents (18 500) euros (art.8).

L'assemblée générale de la société a aussi conféré des délégations de compétence permettant d'augmenter immédiatement et/ou à terme le capital social sans avoir à solliciter à nouveau l'assemblée générale des associés.

Tableau décrivant la répartition des parts sociales de la société au 31 décembre 2023

(tableau actualisé disponible sur demande à contat@ekindar.fr)

| | ***Nom, Prénom*** | | **nombre d'actions (20€/unité)** | **Parts** | **Nombre de parts** | **Droits de vote** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

PROVISOIRE

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | **Total** | | | | |

Chaque part sociale donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social. Pour la prise des décisions collectives, chaque actionnaire dispose d'une voix quel que soit le nombre d'actions détenues (art.19 et 23-1).

# VI.

# VII. Relations avec le teneur de registre de la société

Identité du teneur de registre de la SCIC SA EKINDAR :

Nom : Prénom :

Domicile :

Courriel : contat@ekindar.fr

Les copies des inscriptions aux comptes individuels des investisseurs dans les livres de l'émetteur pourront être délivrées par courriel aux personnes concernées.

# VIII. Interposition de société(s) entre l'émetteur et le projet

Non concerné

# IX. Modalités de souscription

Les bulletins de souscription sont recueillis :

PROVISOIRE

- soit par courrier postal, avec paiement par chèque ou par virement, à : SCIC S.A. EKINDAR, 160 Chemin de Potxotegia 64240 HASPARREN
- soit scanné ou photographié par courriel, avec paiement par virement, à : contat@ekindar.fr

Les souscriptions ne sont pas révocables avant la clôture de l'offre.

Le dossier de souscription d'actions est disponible aux adresses suivantes :

- ✓ https://www.izpindar.fr/Ekindar/devenirsocietaire
- ✓ https://www.ekindar.fr/devenirsocietaire

**Calendrier de l'offre**

| **Date** | **Etapes clés** |
|---|---|
| **1/12/2023** | Dépôt du DIS et de l'ensemble de la communication à caractère promotionnel à l'adresse suivante depotdis@amf-france.org |
| **2/12/2023** | Ouverture de la période de souscription |
| **15/12/2026** | Clôture de la période de souscription |
| **31/12/2026** | Publication des résultats |

Les investisseurs réalisent le paiement de la somme correspondant au montant de leur souscription dès leur souscription.

Les titres seront émis dans un délai maximum de 2 mois après la souscription.

La SCIC SA EKINDAR se réserve la possibilité de rembourser par virement / par chèque le souscripteur en cas de sursouscription. La date d'inscription sur le registre fait foi. Dans ce cas un reçu est également demandé à l'actionnaire concerné.

PROVISOIRE